

Une révolte grecque

Jean-Pierre Duteuil

Les événements qui ont enflammé la Grèce en décembre 2008 et janvier 2009, et qui continuent à marquer profondément le pays, n'ont pas fini d'être analysés, interprétés, disséqués, chacun utilisant et gonflant, souvent de bonne foi, certains faits qui pourraient appuyer sa vision du monde et de la période, et conforter ses orientations politiques. Et nous ne prétendons pas échapper à ce phénomène bien naturel, tant l'objectivité est relative ! Quoi qu'il en soit, un démenti cinglant a été apporté au prêt-à-penser démocratique selon lequel les projets révolutionnaires seraient révolus. Si, aux quatre coins de la planète, au cœur des systèmes dits « démocratiques » des dizaines de millions d'exploités s'ingénient à prendre des voies illégales pour se faire entendre, se défendre et lutter, c'est bien que les cadres institutionnels et économiques qui régissent le monde sont tous impuissants et ont échoué à simplement améliorer le sort des humains. Et si on va jusqu'à vouloir « changer la vie » quelle autre solution que de remettre au goût du jour la notion de révolution ?

Laissons les gagne-petit du moindre mal s'enliser dans l'approfondissement de la démocratie et osons affirmer que **c'est le meilleur que nous visons**, comme beaucoup de nos camarades grecs nous l'ont rappelé. Oh ! bien sûr, la révolution, là-bas non plus, n'est pas pour demain ! Ne nous laissons pas prendre aux fantasmes quelque peu esthétiques qui nourrissent un imaginaire insurrectionnaliste. Un processus révolutionnaire n'est pas fait seulement de chaudes nuits enflammées ni de déclarations tonitruantes. Il faut aussi que les salariés échappent aux appareils bureaucratiques qui ne sont nullement « traîtres » envers les « bons » travailleurs, mais qui, aussi, les représentent. Et cela dépend avant tout d'eux-mêmes, de nous-mêmes, de parvenir à briser nos propres chaînes. Il faut que des processus d'auto-organisation se mettent en place dans les luttes et c'est ce qui, en Grèce, a cruellement manqué. Mais ne boudons pas notre plaisir... Ces deux mois furent un grand moment !

Un pays non pas archaïque mais en avance d'une modernisation

Dans un premier temps la tentation fut très répandue d'expliquer ce que les uns et les autres nommaient « émeutes », par un anachronisme lié aux spécificités d'une société plus ou moins arriérée, n'ayant pas su prendre le tournant de la « modernité », c'est-à-dire celui de la mondialisation. Ce fut là l'interprétation favorite des élites occidentales friandes d'occasions permettant de faire la promotion de leur modèle dit « démocratique ».

Porte-drapeau de cette tendance, le journal officiel de l'intelligentsia française, *Le Monde*, qui, dans son éditorial du 10 décembre 2008, considérait que les émeutes étaient dues aux « déséquilibres d'une société passée en quelques années des Balkans à l'Europe¹ ». La Grèce est « une société minée par le clientélisme, la corruption et le favoritisme », ajoutait-il. Bref, aux marges de notre belle Europe démocratique, on trouvait une espèce de république bananière « qui n'a pas construit un Etat de droit moderne ».

Le filigrane de cette analyse, c'est que « ce n'est pas comme ça chez nous » ; de tels débordements ne risquent pas de s'y produire, puisque la « modernité » a su s'y imposer contre les pesanteurs « passésistes ». Si les archaïsmes et les supposés blocages de la société grecque expliquaient, et même parfois justifiaient, que certaines parties de la population en vinssent à sortir des rails de la légalité pour se faire entendre, cela était impossible en France où les rouages bien huilés du système parlementaire, déjà ancien et rodé, offraient, en toute légalité, des

espaces d'expression, estimaient sans nul doute ces élites. Et si la moindre action illégale était menée, ce ne pouvait être que par une infime minorité et n'être que l'expression du désordre puis, finalement, du terrorisme.

Pourtant l'optimisme du *Monde* fut de courte durée. Le 13, il se fait l'écho des inquiétudes d'une partie de la classe politique française qui, de Dray à Bayrou en passant par l'UMP, se pose la question : « La révolte des jeunes peut-elle s'exporter en France ? » « La France n'est pas la Grèce, précise de nouveau *Le Monde*... Mais... », ajoute-t-il. Ce qui se voulait, dans un premier temps, lointain, improbable, exotique, devient potentiellement semblable. Finalement certaines spécificités grecques comme le chômage, les attaques contre les prestations sociales ou les retraites, les privatisations et la mort du service public rappellent quelque chose à nos édiles et à leurs chiens de garde de la presse !

Archaïque, la Grèce ? Pas tant que cela, en effet, si on se place du point de vue de l'offensive capitaliste pour mettre en place un système qui fait de la déréglementation des quelques plats de lentilles chèrement acquis son objectif à court terme. Cela fait bien longtemps déjà que le processus de privatisation a été instauré, en particulier par les socialistes du PASOK, et que s'est opérée une fantastique redistribution de la richesse au profit des spéculateurs et des détenteurs d'actions boursières. Tant et si bien qu'actuellement les chiffres officiels indiquent que les revenus des 20 % les plus riches du pays sont six fois plus élevés que ceux des 20 % les plus pauvres (en comparaison le rapport est de un à trois au Danemark, qui est pourtant très loin d'être une société égalitaire). Plus éclairant encore, les salaires, comme les retraites, sont les plus bas de l'Europe occidentale, avec ceux du Portugal. Ils ne

1. On note que la Grèce n'est pas vécue spontanément comme une nation européenne, à l'instar de la Turquie. La méfiance vis-à-vis de l'Orient rôde dans les couloirs de la rédaction parisienne.



Athènes, décembre 2008

représentent que 55 % du produit national (65 % en France où pourtant, comme ailleurs, la baisse s'accélère). Autrement dit, la part du fric en circulation qui ne doit rien au travail et tout au bénéfice et à la spéculation, et qui atterrit dans la poche de quelques-uns seulement, est en train d'exploser dans les pays dits « développés ». Disons que la Grèce avait anticipé cet aspect fondamental de la « modernité ».

Ajoutons à cela un système scolaire tel qu'en rêve Sarkozy : une éducation publique minimale avec le plus faible budget d'Europe (3 %), et, tout autour, un système complexe d'établissements privés qui, du primaire à l'université, assurent, moyennant finances, un complément souvent indispensable pour décrocher un début de réussite scolaire. Nombre de familles modestes, parmi les plus motivées, se saignent aux quatre veines pour envisager une hypothétique promotion sociale à leur progéniture (voir *Courant alternatif* 186, janvier 2009). Enfin, un *numerus clausus* à tous les étages de la filière universitaire existe depuis longtemps pour parachever la sélection.

Enfin, une protection sociale particulièrement faible et déficiente, surtout dans le domaine médical, avec de grosses disparités entre ville et campagne. Un système complexe dans lequel plus de 250 compagnies d'assurance privées se

partagent le gâteau sous l'œil bienveillant de pas moins de six ministères ! Et ce depuis plus de quinze années... De quoi, là encore, donner des idées à nos élites pour accélérer les dérèglementations.

Finalement, la Grèce n'est nullement en retard ou archaïque. Du point de vue de la modernisation du capitalisme (dit « néolibéral ») et des mesures qui se mettent en place un peu partout avec les privatisations et les dérèglementations, c'est plutôt un pays en avance ! Le pays est entré très tôt dans la Communauté européenne, en 1981. Après quelques embellies en trompe-l'œil (baisse du chômage, légère augmentation des salaires, infrastructures modernisées — routes, stades, tourisme...), à partir de 1987, la tendance s'est inversée, et tout le monde a pu constater que l'intégration européenne avait vendu du vent et ouvert une voie royale aux formes modernes du capitalisme dit « néolibéral », dont les conséquences désastreuses se sont installées plus tôt qu'au Portugal ou en Espagne (dans ce dernier pays, elles se font sentir à plein régime depuis seulement deux années). Dans les années 90, le phénomène s'est encore accéléré de par la déchirure du tissu social qui en a découlé : l'appauvrissement des familles rurales, les attaques contre la petite agriculture ont affaibli ce qui constituait un amortisseur du chômage des villes.

Les luttes ne datent pas d'hier

Cela fait plusieurs années que, d'une manière ou d'une autre, la société grecque a réagi contre ces attaques spécifiques, mais aussi contre la marche du monde en général : la globalisation et la guerre.

- Mai 2006 et janvier 2007, le mouvement des étudiants contre la privatisation de l'enseignement supérieur réussit à obtenir quelques concessions sur la question de la gratuité de l'enseignement. Peine perdue, le gouvernement légalise quand même les collèges privés et autorise l'introduction du capital privé dans l'enseignement. Des mesures qui doivent entrer en vigueur d'ici à un ou deux ans.

- Entre décembre 2007 et mars 2008, pas moins de trois grèves générales des salariés contre la réforme de la sécurité sociale et des pensions avec, chaque fois, 3 millions de grévistes dans les moments les plus forts. Mais elles se révèlent n'être, comme en France, que des exutoires au mécontentement, mis en place par les syndicats et sans lendemain.

- Au cours des cinq dernières années, des occupations de lycées se produisent un peu partout, mais ne constituent jamais, jusque-là, un mouvement d'ensemble.

- Sans compter les nombreuses manifestations contre les interventions occidentales en Irak.

Ne nous volez pas notre futur !

Le mouvement de décembre 2008-janvier 2009 est, par certains aspects, la continuation de ces luttes, mais portées à un niveau de contestation beaucoup plus global encore. Mais, précisons-le tout de suite, il n'a jamais été celui de l'ensemble de la population grecque, contrairement à ce qui a été avancé ici ou là. Ce ne fut

pas l'émeute ni le soulèvement « de tout un peuple », comme il eût été commode et enthousiasmant de le croire.

Le samedi 6 décembre, immédiatement après l'assassinat du jeune Alexis Grigoropoulos, ce sont quelques centaines d'anti-autoritaires qui réagissent et manifestent. Dans la nuit, environ 2000 personnes, étudiants et gauchistes, provoquent les premières émeutes à Athènes, mais aussi à Thessalonique. Le lendemain, étudiants, lycéens et militants sont rejoints dans la rue par des gens simplement horrifiés qu'on puisse tuer un gamin de 16 ans et, en général, de gauche : 10 000 personnes, dont beaucoup participent aux violences. Le lundi, la contagion s'étend à toute la Grèce. À Athènes, 20 000 manifestants dans une manifestation, avec une composition très hétéroclite : ceux de la veille sont rejoints par ceux qu'on a appelés les « invisibles » de la société... (exclus en tout genre, cassés de la vie, chômeurs, immigrés, etc.). S'ensuivent des pillages et de nouvelles violences qui inquiètent certains militants craignant que le mouvement devienne incontrôlable.

Entrent alors en scène les lycéens (souvent très jeunes, 13-15 ans) qui, contrairement aux mouvements des années précédentes, où les occupations de locaux étaient l'aspect principal des mobilisations dans le secondaire, vont sortir des écoles pour bloquer les routes, parfois attaquer les postes de police, jeter des pierres et des cocktails, former des barricades et, bien souvent, paralyser la ville ou le quartier autour de leur établissement, mais sans pratiquement jamais s'affronter au corps à corps avec la police. Quelques-uns d'entre eux participaient, dans les grandes villes, aux émeutes du soir et de la nuit, mais la plupart rentraient chez eux et ont ainsi joué un rôle très important de trait d'union explicatif entre un mouvement

auquel ils appartiennent et qu'ils défendent, et leur famille, c'est-à-dire le reste de la population salariée, compréhensive mais pas active.

Le mouvement lycéen est resté très spontané, et c'est uniquement à Athènes qu'un embryon de coordination s'est constitué, mais seulement à la fin de la première semaine et du mouvement.

Les étudiants, eux, ont consacré davantage de temps à l'occupation et à l'animation des locaux universitaires, participant le soir et la nuit aux manifestations. Il faut dire que pour maintenir les occupations ils avaient fort à faire avec le KKE (Parti communiste), qui a toujours essayé d'y mettre fin, qui dénonçait tous les affrontements avec la police et tentait d'empêcher toute rencontre avec les lycéens.

Une singulière énergie a d'ailleurs été utilisée par les syndicats et les partis pour éviter le risque d'une jonction entre la frange jeune de la population en mouvement et le reste des travailleurs. Il y a bien eu une journée de grève générale, le 10 décembre, mais elle était prévue bien avant par le syndicat quasi unique du privé, le GSEE, conjointement avec son homologue du public l'ADEDY, contre la vie chère et le délabrement de la sécurité sociale. Le gouvernement pressa les deux centrales d'annuler cette journée, ce qui leur était évidemment difficile si elles ne voulaient pas apparaître pour encore plus « vendues » qu'elles n'étaient. Elles se contentèrent de remplacer au dernier moment les appels à manifester par des rassemblements, semant ainsi une véritable confusion. Les manifestations maintenues par l'extrême gauche et le mouvement étudiant réunirent quand même plusieurs milliers de personnes à Athènes et à Thessalonique, montrant par là même la réalité consistante du mécontentement. Mais, évidemment, pas autant qu'il aurait été nécessaire pour

assurer une embryonnaire jonction : des milliers de manifestants potentiels errèrent dans les rues de la capitale sans savoir où aller. Meetings syndicaux ? Manifs traîne-savates du Parti communiste d'un côté, de Syriza² de l'autre, bref, un énorme gâchis. L'opération syndicale avait réussi, non pas à faire échouer une jonction des luttes qui restait de toutes les manières hypothétique, mais en tout cas à en éradiquer la possibilité.

Ce décembre grec fut donc celui des lycéens, puis des étudiants et d'une fraction de la jeunesse immigrée (surtout, mais pas seulement, des Albanais de la deuxième génération). Mise à part une partie des jeunes travaillant dans ce qu'on peut appeler le nouveau salariat (services, précaires, etc.) et sans tradition syndicale, les salariés d'un type plus classique et plus âgés n'y participèrent que très minoritairement, ne débordant pas les quelques franges déjà proches de l'extrême gauche.

Il faut souligner que le type de manifestations qui se succédaient à un rythme effréné écartait de fait les personnes plus âgées qui ont un mode de vie plus traditionnel. Par ailleurs, cette fraction de la classe ouvrière est beaucoup plus encadrée par les partis de gauche et les syndicats (dont Syriza, même si cette formation se donne des allures de radicalité), et par conséquent plus sensible à la volonté de ces formations de veiller à distinguer l'activité syndicale de l'activité politique. Or, bien sûr, ce mouvement de la jeunesse était éminemment politique

2. Syriza est une coalition de 11 formations de gauche ou gauchistes (maoïstes ou trotskystes, socialistes de gauche, et surtout Synapismo issu de deux scissions du PKE. Syriza est tiraillée entre une option la poussant vers une alliance avec le Pasok et une aile gauche qui est plus réticente. L'aile gauche semble plus nombreuse mais moins organisée que l'aile droite.



« Attention: la police fait son devoir »

Athènes, décembre 2008



3. Il s'agit d'une arnaque financière réalisée conjointement par l'État et le monastère orthodoxe du mont Athos pour permettre à un terrain jusque-là inconstructible de se transformer en un grand complexe touristique en réalisant ainsi une énorme plus-value.

puisque derrière les premiers mots d'ordre réclamant la punition des coupables de la mort d'Alexis Grigoropoulos c'était tous les coupables de bien d'autres maux qui étaient visés: la corruption en premier lieu après les incendies de 2007, le scandale de Vetepoli³.

Pourtant, malgré les obstacles précités, et justement grâce au sens politique donné par les jeunes, un large secteur de ce salariat classique, sans participer directement au mouvement, l'a accepté, compris et soutenu, du moins dans un premier temps. Mais sans s'engouffrer dans des brèches potentiellement ouvertes.

C'est que la révolte de cette jeunesse a bel et bien des racines sociales (la « génération 600 euros », le salaire de base pour un jeune; une énorme précarité avec des « petits boulots » très mal payés, quand ce n'est pas le chômage, qui est de 24 % chez les jeunes).

Si bien que lorsque les *koukoulofori* (encapuchonnés) ont recommencé à faire parler d'eux après l'assassinat d'Alexi Grigoropoulos, une partie de la population grecque n'a pas vu en eux des voyous ou des hors-la-loi, mais ses propres enfants, souvent très jeunes, dont nous parlions plus haut et qui auraient pu être à la place d'Alexis.

Images chics et chocs

Malgré les efforts incroyables de la presse, principalement télévisée, pour dénigrer et couper le mouvement du reste de la société en passant en boucle les images de violence, d'émeutes et de feu, le mécanisme étatique de production de peur n'a pas permis, du moins au début, que cette sympathie fasse défaut. Toutes les accusations habituelles en pareilles circonstances et dans toute l'Europe ont été déversées sur les jeunes:

« casseurs », « enragés », « incontrôlés », etc., mais il en est une à laquelle ils ont échappé, celle de « fascistes ». C'est que le fascisme, on connaît, en Grèce, et un koukoulofori, aussi étrange puisse-t-il paraître, ne peut être comparé à un Papadopoulos ou à un Metaxas⁴ (pour les plus vieux) sans mauvaise foi, dans un pays où on sait que les méthodes policières, elles, s'apparentent à celles de dictatures fascistes d'un proche passé.

Dès le début, la presse fut mise en accusation par les jeunes Grecs, comme quatrième pouvoir.

Le 9 décembre 2008, au journal télévisé de FR3, on entend deux d'entre eux répondre au journaliste qui les interroge : « En diffusant en boucle les dégâts matériels, la télévision veut cacher tout le reste ; on n'entend plus parler de la mort d'Alexis et de tous les autres scandales du gouvernement... Les médias, c'est le quatrième pouvoir de l'Etat ; c'est comme si je parlais à un policier, un militaire ou un politicien, parce que vous déformez les faits... » Cette hostilité vis-à-vis des médias s'est considérablement renforcée pendant toute la durée de décembre-janvier et on peut affirmer qu'elle mord bien au-delà de sa zone directe d'influence. Ce n'est pas un hasard si le groupe armé nouvellement apparu, « Secte révolutionnaire » a fait de la dénonciation des journalistes un axe prioritaire en précisant dans une revendication de l'attentat contre la chaîne de télévision Alter, datée du 23 février, que « chaque journaliste devenait une cible potentielle ».

À plusieurs reprises, et pas seulement dans les médias, souvent pour des raisons opposées, un rapprochement a été osé entre le décembre grec et le mouvement des banlieues en France en 2005. Cela ne vaut que si l'on s'en tient aux images émeutières et à des généralités sur la révolte. En Grèce les

jeunes révoltés n'étaient pas confinés dans des ghettos, ils ont occupé les centres-villes et s'en sont pris à des symboles clairs et directs de l'oppression : les banques, la police, la presse, l'armée, etc. L'illégalisme n'était pas un but mais un moyen, parmi d'autres, de parler à ces autres secteurs de la population avec lesquels les liens n'étaient pas totalement coupés.

Le mouvement anarchiste

Enfin, il faut souligner la présence importante et active des anarchistes. Ceux-ci ont, comme souvent en Grèce, réagi au quart de tour. En tout cas, pas une photo, pas une vidéo, pas un article de presse sans qu'apparaissent les drapeaux rouge et noir au cœur des affrontements ou que soient identifiés ceux qui les portent comme les grands responsables d'un désordre qui a trop duré. Un mouvement anarchiste sans doute multiforme⁵, comme partout ailleurs, mais où dominant (et cela depuis des années) des modes d'intervention particulièrement offensifs, inventifs ; un courant politique capable à la fois d'affirmer des positions révolutionnaires sans aucune ambiguïté et d'acquérir une influence notable sur une bonne partie du mouvement.

Il y a dans le mouvement anarchiste grec une longue tradition d'action directe et d'illégalisme. Ce qui n'empêche pas une très forte présence dans le panorama politique : rappelons que ce mouvement

4. Metaxas, dictateur avant la Seconde Guerre mondiale ; Papadopoulos, colonel en chef de la junte militaire qui établit une dictature de 1967 à 1974.

5. Pour simplifier, il y a une tendance que l'on peut qualifier d'autonome, une tendance plus organisationnelle plus ou moins anarchiste communiste, et enfin des anarcho-sindicalistes plus classiques comme à Thessalonique.

provient des dernières années de la dictature, du soulèvement de l'École polytechnique de 1973. Depuis, le mouvement anarchiste a été présent sur de nombreux « fronts ». Très actif sur la solidarité internationale, que ce soit à l'occasion de campagnes pour libérer tel ou tel camarade ou pour appuyer des mouvements de lutte (du zapatisme au CPE de France en passant par les *okupas* de l'Etat espagnol...). Ces derniers mois, ces camarades ont été très mobilisés en solidarité avec les luttes des prisonniers (qui ont été jusqu'à 7000 en grève de la faim, au mois de novembre 2008), avec celles des demandeurs d'asile contre les charges de police ou dans des opérations ponctuelles à caractère social : à plusieurs reprises, dans la banlieue athénienne, à Salonique, ils ont mené des opérations « récupération-redistribution » de marchandises dans divers supermarchés, s'attirant la sympathie de pas mal de monde... Ils refusent l'étiquette journalistique de « Robins des villes », car ils veulent surtout montrer que ces actions ne sont pas seulement utiles et justes mais qu'elles sont possibles et donc possiblement à la portée de tous... Il y a par ailleurs toute une série de squats, de centres sociaux...

Il ne faut pourtant pas se laisser entraîner par un optimisme délirant. De nombre de textes, aussi radicaux et séduisants les uns que les autres, qui ont circulé sur le net ou ailleurs, on ne sait pas grand-chose, en fait. Qui les a rédigés, combien de gens représentaient-ils, combien les ont lus ou reçus ? Difficile à évaluer. Or, un texte seul n'a pas

vraiment de signification hors de sa provenance sociale, de son contexte et de son impact, sinon littéraire.

Nous commençons à assister, depuis peu, à deux lectures des décembre-janvier grecs : l'une faite de mythologie très radicale et d'insurrections qui embrasent le monde ; l'autre réduisant le mouvement à une semaine, la suite n'étant qu'une agitation gauchiste et étudiante. Deux lectures en apparence contradictoires (que je caricature volontairement !), mais qui ne nous conduisent qu'à une impuissance de spectateurs.

Comme le disait un copain anarchien : « Maintenant, pour nous, la question est de savoir comment passer d'un cycle de destruction/protestation à un cycle de construction qui s'attaque au processus de production ». J'ajouterai que l'illégalisme n'est porteur d'espérances que s'il entrevoit des rapports sociaux qui le rendraient inutile.

Il faut s'attendre à ce que, dans les semaines à venir, se multiplient les actions plus ou moins violentes, voire armées, comme c'est toujours le cas après une période d'une telle intensité. C'est aussi de la capacité de tout le mouvement, tout en étant solidaire de ceux qui se feraient arrêter, à ne pas faire de l'anti-répression le moteur de son existence politique, que dépendra l'avenir à court terme. Et de sa capacité à mener, en outre, des actions, illégales certes, mais populaires, drôles et inventives⁶.

Jean-Pierre Duteuil

6. De nombreux textes et informations sur la Grèce ont été publiés sur le site de l'Organisation communiste libertaire depuis début décembre, et encore consultables : <http://oclibertaire.free.fr>. Ainsi que dans Courant Alternatif.